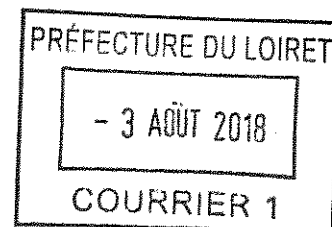
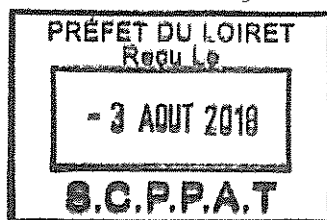


Services Aménagement et Attractivité du Territoire
N/Réf. dossier : 2018-07/AE/AL/VLe/n°1532

Affaire suivie par **Anséric LEON**
Directeur général adjoint
Tél : 02.47.34.29.00
Mail : anseric.leon@tourainevalleedelindre.fr



**PREFECTURE DE LA REGION
CENTRE VAL DE LOIRE**
Monsieur le Préfet de Région
181 rue de Bourgogne
45042 Orléans Cedex 1

Sorigny, le 27 juillet 2018

OBJET : Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas de soumission à évaluation environnementale du projet de création d'un centre routier sur la Zone d'Activités d'Isoparc à Sorigny – recours gracieux

LR/AR n°1A 138 009 9873 6

Monsieur le Préfet de Région,

J'ai l'honneur de vous saisir d'un recours gracieux tendant au retrait de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2018 portant décision, après examen au cas par cas (numéro d'ordre F02418P0071), de soumettre à évaluation environnementale le projet de création d'un centre routier sur la Zone d'Activités d'Isoparc à Sorigny (37).

En vous fondant sur les dispositions des articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 du Code de l'environnement, vous avez considéré que le projet devait être soumis à une évaluation environnementale au motif que le dossier de demande d'examen au cas par cas n'est pas suffisamment précis et est susceptible d'avoir un impact sur l'environnement ou la santé humaine.

Suite aux échanges que j'ai pu avoir avec les services de l'Etat (DREAL et ARS), les 5 et 26 juillet derniers, donc ultérieurement à l'arrêté préfectoral en cause, il apparaît nécessaire que soit exposé plus précisément le projet de centre routier afin que vous puissiez reconsidérer votre position et retirer l'arrêté litigieux.

En premier lieu, le dossier ne préciserait pas suffisamment les activités susceptibles d'être accueillies.

Le centre routier est une offre comparable à une aire de services sur autoroute, composé d'une plate-forme pour Poids Lourds (PL), avec un ensemble de services dédiés aux conducteurs PL, mais également à l'ensemble des usagers de la route et aux clients de proximité.

Plusieurs services pourront être proposés :

- Des parkings PL surveillés avec un aménagement paysager ;
- Une offre de restauration pour les conducteurs routiers (environ 250 repas par jour) ;
- Des parkings pour véhicules légers (VL) et autocars, en lien avec le parking PL ;
- Des services de distribution de carburants et de lavage des véhicules.

.../...

L'objectif est double : sécuriser et apaiser la ZA d'Isoparc qui connaît aujourd'hui un trafic de l'ordre de 500 PL par jour et rassembler en un même lieu différents services complémentaires, avec plusieurs investisseurs potentiels.

En second lieu, le dossier présenté ne permettrait pas d'assurer une bonne prise en compte des prescriptions des périmètres de protection de captage d'eau potable, ne démontrerait pas que les mesures prévues permettent de prévenir ou limiter les impacts des activités potentiellement polluantes sur la ressource en eau et que le projet serait inclus pour partie dans le périmètre de protection rapprochée des forages d'ISOPARC. A notre sens, ces considérations ne sauraient prospérer.

D'une part, l'arrêté préfectoral du 18 mars 2013 de déclaration d'utilité publique (DUP) établissant les périmètres de protection des forages de la ZAC d'Isoparc autorise en les réglementant « tout stockage d'hydrocarbures liquides devra être aérien avec cuvette de rétention étanche d'une capacité équivalente au volume stocké. En cas de stockage multiple, le volume de rétention devra être au moins égal au volume de stockage le plus important et au moins égal à 50 % du volume de la totalité des stockages ». Le stockage d'hydrocarbures liquides constitue la seule activité potentiellement polluante du projet et n'est pas interdite, mais réglementée, par l'arrêté de DUP.

D'autre part, et notre dossier souffrait sur ce point d'imprécision, le projet de construction d'une station de carburant n'est pas situé dans le périmètre de protection rapprochée des captages d'alimentation en eau potable comme l'atteste le plan joint au présent recours.

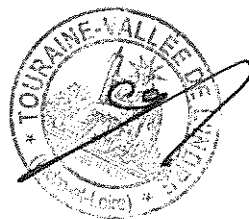
Pour autant, la construction de la station de distribution de carburant respectera les prescriptions inscrites dans la DUP de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2013.

En conséquence, Touraine Vallée de l'Indre est bien fondée à demander que l'Etat retire l'arrêté préfectoral du 6 juin 2018 et dispense la collectivité d'évaluation environnementale.

Vous trouverez joint au présent courrier un dossier qui étaye ces arguments.

Je me tiens bien sûr à la disposition de vos services pour évoquer ce dossier et vous apporter toute information supplémentaire qui vous serait utile à la résolution de ce différend.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'assurance de mes respectueuses salutations.



Le Président,

Alain ESNAULT

PJ : - Arrêté préfectoral du 6 juin 2018
- Dossier complémentaire